

Turquie: révélations sur la traque mondiale des gülenistes

PAR YANN PHILIPPIN
ARTICLE PUBLIÉ LE SAMEDI 1 AVRIL 2017



Fethullah Gülen, âgé de 75 ans, dirige sa puissante confrérie depuis les Etats-Unis. Le président Erdogan a demandé, sans succès, au gouvernement américain de l'extrader. © Reuters

Des dizaines de rapports confidentiels, révélés par Mediapart et ses partenaires du réseau de médias européens EIC, démontrent que les responsables religieux et les diplomates turcs ont espionné dans le monde entier les sympathisants supposés de la confrérie Gülen, accusée par le président Erdogan d'avoir fomenté le coup d'État manqué de juillet 2016. Au moins trente-huit pays sont concernés, dont la moitié des États de l'Union européenne.

« Grâce à la forte présence de notre pays en Autriche, le pouvoir de cette organisation décline de plus en plus. Leur cou est brisé. » C'est la conclusion d'un rapport envoyé à Ankara par le consulat de Turquie à Salzbourg. L'« organisation » en question est la confrérie religieuse de Fethullah Gülen, accusée (sans preuves) par le président turc Recep Tayyip Erdogan d'avoir fomenté le coup d'État manqué de juillet 2016. Depuis lors, l'homme fort d'Ankara a lancé une impitoyable chasse aux sympathisants réels ou supposés du mouvement Gülen. En Turquie,

où une purge massive s'est traduite par plus de 45 000 arrestations et la suspension de 130 000 fonctionnaires. Mais aussi à l'étranger.



Des dizaines de documents confidentiels, que révèlent aujourd'hui Mediapart et ses partenaires du réseau **European Investigative Collaborations** (EIC), confirment que la Turquie a bien utilisé ses imams, mosquées et conseillers aux affaires religieuses basés dans ses ambassades et consulats pour espionner les sympathisants gülenistes dans le monde entier.

Cette surveillance clandestine de la diaspora turque, entamée fin septembre 2016, a touché au moins 38 pays sur tous les continents. Une bonne moitié des pays de l'Union européenne est concernée : la Belgique, les Pays-Bas, l'Allemagne en ses différents Länder, la Grande-Bretagne, la Suède, la Finlande et la Norvège, le Danemark, la Suisse, l'Italie, la Pologne, la Roumanie et la Bulgarie. L'opération a également été menée en Asie centrale, en Afrique, en Arabie saoudite, jusqu'en Australie et au Japon. On ignore si la France a été visée, aucun rapport concernant notre pays ne figurant dans nos données.



Depuis le coup d'État raté de juillet 2016, le président turc Recep Tayyip Erdogan a lancé une purge massive visant les membres et sympathisants de la confrérie Gülen, qui fut l'un de ses principaux alliés dans la conquête du pouvoir © Reuters

L'existence de ce programme de surveillance avait déjà été dévoilée en décembre dernier, lorsque le quotidien turc *Hürriyet* a révélé que la présidence des affaires religieuses (Diyanet) avait indiqué aux membres d'une commission parlementaire avoir rédigé une cinquantaine de rapports sur les activités gülenistes à l'étranger. Nous révélons aujourd'hui

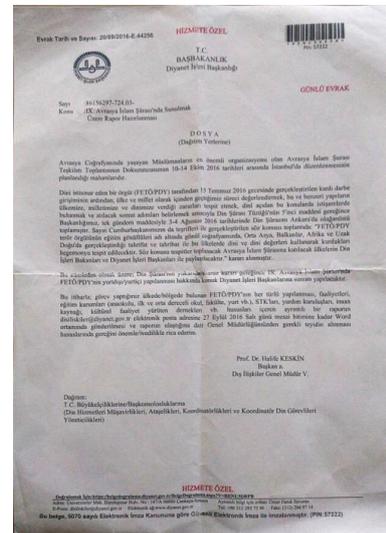
le contenu de ces rapports confidentiels, obtenus par l'hebdomadaire allemand *Der Spiegel*, qui les a transmis à l'EIC.

Dans la majorité des cas, les consulats et ambassades se sont contentés de collecter des données publiques en sources ouvertes. Une pratique néanmoins assimilable à de l'espionnage et considérée comme une ingérence inacceptable par de nombreux États. Des enquêtes judiciaires liées à l'espionnage de la diaspora turque ont d'ailleurs été lancées en Suisse et en Allemagne.

Les rapports montrent que dans certains pays, les diplomates ne se contentent pas de surveiller, mais orientent ou organisent des purges locales dans des mosquées, des écoles ou des missions diplomatiques. Le tout alors que des campagnes très violentes visent les sympathisants gülenistes réels ou supposés dans plusieurs pays européens, dont la France.

Tout a donc commencé par une lettre du Diyanet, l'organisme d'État qui gère le clergé turc, déjà évoquée par le site **Turkish Minute**. Le 20 septembre dernier, le Diyanet demande aux missions diplomatiques et aux représentants religieux turcs à l'étranger de fournir des « *rapports détaillés* » sur les activités de la confrérie, rebaptisée Feto (« *Fethullah Gülen terrorist organisation* ») par le pouvoir depuis la tentative de coup d'État. Le courrier de la présidence des affaires religieuses ordonne de recenser « *les réseaux, les activités, les*

institutions d'enseignement, les ONG, les associations humanitaires et/ou culturelles, les médias » – voir notre document ci-dessous.



La lettre du Directorate des affaires religieuses de Turquie (Diyanet) demandant aux ambassades et consulats à l'étranger de collecter des informations sur les structures et réseaux de la confrérie Gülen. © EIC

L'objectif officiel était d'influencer le 9^e Conseil eurasiatique de l'Islam (qui rassemble 33 pays), organisé à Istanbul par le Diyanet en octobre dernier. À l'issue de ce sommet, le Conseil a effectivement **publié des conclusions** condamnant la confrérie Gülen, affirmant qu'elle « *ne peut pas être considérée comme une communauté religieuse* ». Mais le vrai motif semble plutôt être de dresser une cartographie la plus précise possible de cette confrérie puissante et opaque, qui dispose de ramifications dans le monde entier. Fethullah Gülen, âgé de 75 ans, est exilé aux États-Unis. Il fut l'un des principaux soutiens d'Erdogan avant de tomber en disgrâce, bien avant le coup d'État manqué.

Le contenu des rapports varie beaucoup d'un pays à l'autre. L'ambassade à Tokyo a fourni la liste de quinze écoles, avec les noms et numéros de téléphone des chefs d'établissement. Dans le rapport réalisé en Suède, il y a seulement la liste des quatre écoles et sept associations suspectées d'être liées à la confrérie.

Le rapport belge de huit pages a été rédigé par Adil Sahin, vice-président du Diyanet en Belgique, mais dont le bureau se trouve à l'ambassade de Turquie à Bruxelles. Il recense et passe en revue une

soixantaine d'associations de toute nature (féminines, culturelles, artistiques, centres communautaires...), analysant leurs forces et leurs faiblesses, et épingle quelques personnes physiques.

En Mauritanie, l'ambassade de Turquie se montre particulièrement zélée. Après avoir détaillé les structures de la confrérie dans le pays, le rapport prévient le siège du Diyanet « *qu'il y a des rumeurs selon lesquelles la structure est particulièrement puissante au Sénégal, le pays le plus important d'Afrique de l'Ouest* ». Dès lors, les diplomates « *recommandent* » que la présidence des affaires religieuses « *se concentre particulièrement sur le Sénégal et y nomme rapidement un conseiller pour les affaires religieuses* » afin d'y surveiller les gülenistes.

Les rapports témoignent de la haine aveugle envers la confrérie au sein de l'appareil d'État turc. « *Cette organisation est un cheval de Troie et est prête à tout pour réaliser son agenda secret. La Feto continue ses activités et va continuer à empoisonner les jeunes* », écrit le rapport rédigé par l'ambassade d'Oulan-Bator au sujet des écoles de l'organisation en Mongolie.

Quand bien même les sympathisants gülenistes résidant hors de la Turquie n'ont jamais été mêlés de près ou de loin à la tentative de coup d'État, il faut traquer leurs activités même les plus anodines, toujours considérées comme éminemment suspectes. L'ambassade turque de Sarajevo signale ainsi que « *la Feto a fondé en 2014 le club de football FK Bosna Sema, qui joue dans la ligue cantonale de Sarajevo* ».

De son côté, le consul général à Salzbourg, en Autriche, considère comme un acte de guerre antiturc les leçons de natation à destination des femmes proposées par une association güleniste. Il s'agit d'une manœuvre « *de l'organisation terroriste Feto pour faire bonne impression auprès de nos compatriotes* », tonne le diplomate. « *Comme cette organisation est très prudente, notre présidence pour les affaires religieuses restera toujours vigilante.* »

Certains rapports montrent que l'activisme du Diyanet va parfois très loin, jusqu'à orienter voire mener des purges locales, y compris dans ses propres rangs. Le rapport autrichien indique que « *deux membres*

titulaires de la présidence des affaires religieuses, l'un en CDI et l'autre en contrat temporaire, ont été détectés et immédiatement révoqués de leur mission à l'étranger ». On n'ose imaginer ce qu'ils sont devenus une fois rentrés en Turquie.

« Il fallait écarter les enseignants suspects »

Le rapport roumain explique que « *grâce aux actions que nous avons entreprises, quelques théologiens sympathisants de la Feto ont été retirés de la mosquée du district de Nerve Traian à Bucarest, et de la mosquée centrale de Bucarest* ». Au Nigeria, le rapport note que « *suite aux efforts de notre ambassade, le mot "turc" a été retiré* » du nom de l'université et des dix-huit écoles de la confrérie. En Azerbaïdjan, « *il a été dit au principal de l'école supérieure turque de Bakou qu'il fallait écarter les enseignants suspects d'avoir des liens avec la Feto. Notre directeur lui a rappelé qu'il devait prendre les mesures nécessaires. Nous suivrons les étapes à venir et leurs résultats* ».

L'existence de cette campagne d'espionnage a été confirmée par plusieurs procédures judiciaires. Le 15 février dernier, la police allemande a perquisitionné les appartements de quatre imams turcs suspectés d'avoir espionné des gülenistes pour le compte du consulat turc de Cologne. Les services du procureur fédéral ont confirmé qu'ils étaient suspectés d'avoir agi sur la base de la lettre distribuée par le Diyanet le 20 septembre.



Fethullah Gülen, âgé de 75 ans, dirige sa puissante confrérie depuis les États-Unis. Le président Erdogan a demandé, sans succès, au gouvernement américain de l'extrader © Reuters

En Suisse, une enquête pénale a été ouverte à la suite de l'espionnage présumé par Ankara de plusieurs membres de la communauté turque. Et le 14 décembre dernier, l'attaché pour les affaires religieuses de l'ambassade de Turquie aux Pays-Bas a été expulsé pour avoir collecté et envoyé à Ankara des

renseignements sur des sympathisants de la confrérie. Il avait par ailleurs qualifié le parti chrétien-démocrate néerlandais de « *nid de gülenistes* ».

Ces manœuvres commencent à inquiéter sérieusement les Européens. Car ces opérations de l'automne 2016 ont été menées au moment même où éclataient des campagnes d'intimidations et de violences dans plusieurs pays. En France, les locaux de dix-sept associations liées à la confrérie Gülen ont été vandalisés et plusieurs dizaines de menaces de mort ont été reçues, comme l'a raconté **France Culture**.

À Sens, dans l'Yonne, un centre de soutien scolaire a été incendié. « *Quand vous êtes citoyen français et que du jour au lendemain on vous traite de terroriste, ça vous fait bizarre*, a témoigné son directeur au micro de la radio. *Il y a des personnes qui se font le relais du régime turc actuellement et qui se donnent pour mission de dire : "Il faut les dénoncer." Il y a du fichage. La pression monte de jour en jour.* »

T.C.
BRÜKSEL BÜYÜKELÇİLİĞİ
Din Hizmetleri Müşavirliği

Sayı : 83253331-016/460
Konu : IX. Avrasya İslam Şurası

26/09/2016

DİYANET İŞLERİ BAŞKANLIĞINA
(Dış İlişkiler Genel Müdürlüğü)

İlgi : Dış İlişkiler Genel Müdürlüğünün 20/09/2016 tarihli ve 86156297-724.03-E.44256 sayılı yazısı.

İlgi yazıda talep edilen, IX. Avrasya İslam Şurası'nda sunulmak üzere FETÖ/PDY ile ilgili rapor hazırlanmış olup ekte sunulmuştur.

Bilgilerinize arz ederim.

Dr. Adil ŞAHİN
Din Hizmetleri Müşaviri V.

La lettre d'introduction du rapport de renseignement sur les gülenistes en Belgique, envoyé le 26 septembre 2016 à Ankara par l'ambassade de Turquie à Bruxelles © EIC

En France, mais aussi aux Pays-Bas ou en Belgique, les parents désinscrivent massivement leurs enfants des écoles gérées par la confrérie, soit par conviction, soit pour éviter d'être fichés comme gülenistes à la suite des campagnes de boycott lancées contre ces établissements. En Belgique aussi, les menaces de mort se sont multipliées et les appels à la haine ont fait florès sur Internet. Un bus scolaire a été incendié. Des casseurs se sont même filmés en train d'incendier les locaux d'une association, diffusant la vidéo en direct sur Periscope. « *Brûlez-les, avec les gens dedans ! Fils de pute* », encourageaient les commentateurs sur le réseau social.

Une directrice d'école de la confrérie en Belgique, à qui l'EIC a montré le rapport sur son pays, réagit par un haussement d'épaules : « *Bien avant le coup d'État, on savait. Des listes circulaient.* » Si le rapport que nous avons obtenu ne cite que des associations, les intéressés ne se font aucune illusion : « *Nos noms sont listés quelque part, c'est évident*, ajoute-t-elle. *Nous ne pouvons plus mettre un pied en Turquie : nous sommes fichés.* »

« *Nous pensons que ces gens risquent l'arrestation dès qu'ils se rendent en Turquie, alors même que bien souvent, ce ne sont plus des citoyens turcs, mais des ressortissants allemands, autrichiens, ou d'autres pas européens* », s'alarme le député écologiste autrichien Peter Pilz auprès de l'EIC. Des dizaines de personnes d'origine turque résidant en Europe ont en effet été arrêtées ces derniers mois à leur atterrissage à l'aéroport d'Istanbul. « *Nous devons partager les informations au niveau européen sur les agissements du gouvernement turc. Il faut engager des poursuites judiciaires visant les structures d'espionnage des ambassades et des associations turques* », plaide Peter Pilz.

Les réactions des représentations diplomatiques ayant rédigé les rapports sont pour la plupart embarrassées. Au Danemark, l'ambassade a vigoureusement démenti avoir collecté des renseignements, assurant que nos informations « *ne reflètent pas la réalité* ». À Bruxelles, l'avocat de l'ambassade n'a pas démenti l'existence du rapport, assurant simplement que l'incident « *est clos* » avec les autorités belges.

Mais en Suède, l'ambassadrice de Turquie Kaya Türkmen a confirmé avoir envoyé le rapport à la présidence des affaires religieuses à Ankara : « *Il est fondé sur des informations disponibles en source ouverte. Ça n'a rien à voir avec de l'espionnage, c'est une liste d'écoles et d'organisations liées à l'organisation Gülen.* » La diplomate assume sans complexe : « *On parle d'une organisation qui a orchestré un coup d'État sanglant en Turquie qui a fait des centaines de morts. Ils ont infiltré presque tout l'appareil d'État. Ils sont presque partout. Ils sont comme le cancer.* »

Le président Erdogan est décidé à continuer sa traque mondiale des gülenistes coûte que coûte. Avec l'aide des diplomates et des fonctionnaires de sa présidence aux affaires religieuses, mais aussi *via* des opérations d'espionnage classiques, comme le montre **le scandale survenu ce mois-ci outre-Rhin**. Comme l'ont révélé plusieurs médias allemands, dont le quotidien *Süddeutsche Zeitung*, le chef des services secrets turcs aurait transmis au patron du renseignement extérieur allemand (BND) une liste de plus de 300 individus présentés comme gülenistes, contenant adresses, numéros de téléphone et photos prises à l'insu des intéressés. Celui-ci aurait ensuite informé le gouvernement fédéral ainsi que les services de renseignement intérieur. Depuis que l'affaire a été médiatisée, plusieurs gouvernements régionaux (*Länder*) ont prévenu les victimes qu'elles étaient sur la liste, afin qu'elles évitent de se rendre en Turquie.

De quoi refroidir encore les relations européen-turques. À la mi-mars, Erdogan avait accusé de « *pratiques nazies* » la chancelière allemande Angela Merkel ainsi que le gouvernement néerlandais, après que ces deux pays ont refusé l'entrée au ministre turc des affaires étrangères, qui devait animer des meetings en faveur du référendum organisé par Erdogan pour renforcer son pouvoir. Le ministre a en revanche été accueilli par la France, où il a tenu meeting à Metz le 12 mars.

Boîte noire



Cette enquête a été réalisée grâce à des documents confidentiels obtenus par l'hebdomadaire allemand *Der Spiegel* et analysés par le réseau de médias **European Investigative Collaborations (EIC)**, dont Mediapart est l'un des membres fondateurs. Outre *Der Spiegel* et Mediapart, les autres membres de ce projet sur la Turquie sont *Expresso* (Portugal), *El Mundo* (Espagne), *L'Espresso* (Italie), *Le Soir* (Belgique), *NRC Handelsblad* (Pays-Bas), *Politiken* (Danemark), *Dagens Nyheter* (Suède), *Falter* (Autriche), *Newsweek Serbia* (Serbie) et *The Black Sea*, un média en ligne créé par le Centre roumain pour le journalisme d'investigation, qui couvre l'Europe de l'Est et l'Asie centrale.

L'EIC a réalisé sa première enquête en mars 2016 sur **le parcours des armes de la terreur** utilisées pour perpétrer les attentats du 13 novembre à Paris. Les médias membres de l'EIC ont ensuite publié en décembre 2016 les **Football Leaks**, une plongée spectaculaire dans les secrets financiers de l'industrie du football (fraude fiscale, prostitution, connexions mafieuses, exploitation de joueurs mineurs...), fondée sur l'analyse de 18,6 millions de documents confidentiels, la plus grande fuite de l'histoire du sport.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Directeur éditorial : François Bonnet

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 28 501,20€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doga, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 28 501,20€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.